

Résolution présentée par la délégation du

Paraguay

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne La réintroduction d'une peine universelle contre l'avortement

L'Assemblée Générale,

Affirmant que le droit à la vie est un principe fondamental de la déclaration universelle des droits de l'Homme selon l'article 3,

Rappelant que les 192 états membres de la déclaration des droits de l'Homme se sont engagés à respecter ces droits par leur signature,

Préoccupé par la santé des femmes ainsi que les milliers de décès liés à cette cause chaque année,

Observant que scientifiquement, et par définition de la théorie cellulaire, « tout organisme vivant est composé d'une ou plusieurs cellules », comme c'est le cas d'un fœtus et doit être considéré comme un vivant,

Soulignant que l'avortement est la 4^{ème} cause de mortalité maternel et représente 13% des décès chez les femmes,

Constatant que 42 millions de femmes ont avorté en 2018, égalant à 42 millions de vie tuées, ce qui va à l'encontre des droits de l'homme.

Décide de restreindre au maximum l'avortement dans les pays membres de l'ONU ;
-de la création d'un comité visant à lutter contre l'avortement,

Le texte français fait foi